

méfiance tenace à l'égard de l'attitude des conservateurs envers ce secteur de la société canadienne.

Le gouvernement doit comprendre que notre collectivité multiculturelle n'est pas à vendre. Ses membres ne sont pas les pions des conservateurs dans une partie d'échecs. A titre de Canadiens, ils ont des préoccupations réelles et importantes auxquelles on doit s'attaquer sans délai. On ne peut résoudre les questions importantes qui se posent que par une politique de multiculturalisme et d'immigration réfléchie et vigoureuse, dont l'objectif prioritaire doit être le bien-être et l'épanouissement de tous les Canadiens sans égard à leur origine culturelle. Il s'agit d'une leçon que le gouvernement conservateur n'a malheureusement pas apprise et n'apprendra peut-être hélas jamais.

* * *

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

LE SONDAGE EN SASKATCHEWAN APPROUVANT LA VENTE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, la Société Radio-Canada a effectué dernièrement en Saskatchewan une vaste enquête. Elle a notamment demandé à 1 400 personnes si le gouvernement faisait bien de vendre des sociétés d'État. Comme on s'y attendait, 53 p. 100 se sont dits d'accord, alors que 30 p. 100 ne l'étaient pas. Cela montre que les gens de la Saskatchewan appuient les initiatives du gouvernement en matière de privatisation. L'ancien gouvernement de cette province avait acheté des mines de potasse et des usines de pâte qui ont mal tourné sur le plan économique. Un gouvernement ne peut pas courir le risque d'exploiter des sociétés mal en point.

L'ancien gouvernement libéral du Canada s'était contenté de parler de privatisation. Il est certain que le gouvernement actuel ne montrera pas la même nonchalance, étant donné que les Canadiens s'opposent majoritairement à l'existence de sociétés d'État. Néanmoins, il ne s'agit pas de gonfler démesurément le prix de vente, mais bien de maximiser les avantages sociaux et économiques que chaque transaction procurera aux Canadiens.

Le ministre fédéral chargé de la privatisation prend diverses mesures en vue d'assurer l'avenir de ces sociétés et de leurs employés. Nous ne pourrions pas réparer toutes les erreurs commises par le passé, mais...

M. le Président: A l'ordre. Soixante secondes.

* * *

LES PORTS

L'EXPÉDITION DE CÉRÉALES PAR THUNDER BAY

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, l'activité a repris, il y a sept jours, au port de Thunder Bay. Durant ces sept jours, on y a expédié plus de céréales qu'on ne l'a jamais fait auparavant dans ce port ou dans

Article 21 du Règlement

n'importe quel autre port d'Amérique du Nord, voire du monde. Les gens de Thunder Bay ont prouvé encore une fois que leur port est le plus efficace du monde pour la manutention des céréales. On a expédié 900 000 tonnes de céréales en sept jours seulement. On a pu établir ce record parce que tout le monde a coopéré: les manutentionnaires de céréales et les compagnies de céréales, les cheminots et les compagnies de chemins de fer, les inspecteurs et les peseurs, les marins et les compagnies maritimes, l'Association des expéditeurs sur les lacs et l'Autorité du transport des grains. Ils méritent tous qu'on les remercie pour leur bon travail.

La grève et le lock-out que nous avons subis pendant un mois ont clairement démontré l'importance de Thunder Bay pour l'économie des Prairies, de l'Ontario, du Québec et du Canada tout entier. Ils ont aussi montré qu'il n'existait aucun moyen réaliste et économique de contourner ce port, quoi qu'on fasse. Nous devons maintenant éliminer les obstacles à l'utilisation du port de Thunder Bay et de la voie maritime du Saint-Laurent. On doit changer les tarifs ferroviaires discriminatoires et abandonner les péages et les droits imposés aux usagers. Gardons le port de Thunder Bay en activité, il est important pour tout le monde.

* * *

[Français]

LE PARTI LIBÉRAL

L'UTILISATION DES FONDS

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, dans un geste d'ouverture et de solidarité auprès de mes collègues, députés libéraux de cette Chambre, je veux aujourd'hui rendre formel mon appui moral auprès des députés des circonscriptions de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy), York-Sud—Weston (M. Nunziata), Cape Breton—Richmond Est (M. Dingwall) qui, avec raison, s'inquiètent de la déconfiture de l'état des finances du parti libéral du Canada. Mes collègues, et je les comprends, se posent beaucoup de questions sur l'utilisation des fonds du parti libéral: un salaire de 80 000 \$ payé annuellement à Judd Buchanan, d'ailleurs le grand collecteur du parti libéral du Canada, et ce n'était pas la seule source de ses revenus, monsieur le Président.

Oui, nous allons aider nos collègues libéraux à faire du ménage dans leurs finances car à toutes fins pratiques près de 75 p. 100 des sommes qu'ils dilapident proviennent des poches des contribuables du Canada, monsieur le Président.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA SITUATION DES GENS DE L'ATLANTIQUE

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, hier, le premier ministre (M. Mulroney) s'est rendu au Nouveau-Brunswick pour assister à l'ouverture d'un moulin à papier qui créera quelque 160 emplois.